

RCS : LYON

Code greffe : 6901

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LYON atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2011 B 03731

Numéro SIREN : 398 384 198

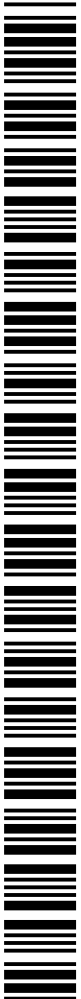
Nom ou dénomination : RSM Rhône-Alpes

Ce dépôt a été enregistré le 14/01/2019 sous le numéro de dépôt A2019/001419

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
..... **DE LYON**

A2019/001419

Dénomination : RSM Rhône-Alpes
Adresse : 2 BIS Rue De la Tete D Or 69006 LYON
N° de gestion : 2011B03731
N° d'identification : 398384198
N° de dépôt : A2019/001419
Date du dépôt : 14/01/2019
Pièce : Extrait de procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire du 27/11/2017 AGE3



5194266



5194266

"RSM Rhône Alpes"

Société par actions simplifiée
au capital de 1.998.608 €
Siège social : 2 bis, Rue Tête d'Or
69006 LYON

398 384 198 RCS LYON

**EXTRAIT PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS
DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 27 NOVEMBRE 2017**

L'an deux mille dix-sept,
Le 27 Novembre, à 9 heures,

Les actionnaires de la société « RSM Rhône-Alpes », société par actions simplifiée au capital de 1.998.608 euros, divisé en 124.913 actions de 16 euros chacune, dont le siège est 2 bis, Rue Tête d'Or, 69006 LYON, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, au siège social, sur convocation faite par le Président adressée le 17 Novembre 2017 à chaque actionnaire, aux membres du comité d'entreprise et au Commissaire aux Comptes.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par chaque actionnaire participant à l'assemblée en entrant en séance, tant en son nom personnel qu'en qualité de mandataire.

L'assemblée est présidée par Monsieur Pierre-Michel MONNERET, en sa qualité de président.

M. Jean-Michel REY et M. Jean-Marc MOREL
les deux actionnaires acceptant cette fonction, sont appelés comme scrutateurs.

Mme Dominique HOERDT est désignée comme secrétaire.

Monsieur Philippe ROUX, commissaire aux comptes de la société, régulièrement convoqué, est absent.

Mme Nathalie JUGNET, Mme Kim SCHEFFER et M. Patrick FARINA membres du Comité d'Entreprise sont Présents.

La feuille de présence, certifiée exacte par les membres du bureau, permet de constater que les actionnaires présents ou ayant donné pouvoir possèdent 124.903 actions sur les 124.913 actions composant le capital social.

En conséquence, l'assemblée générale, est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

ORDRE DU JOUR

-
- Lecture du rapport du Conseil d'Administration,
 - Lecture du rapport spécial du Commissaire aux Comptes,
 - Autorisation à donner au Conseil d'Administration de procéder à une augmentation du capital social par émission d'actions gratuites attribuées aux salariés de la Société, en application des dispositions des articles L. 225-197-1 à L. 225-197-5 du Code de commerce, et délégation de pouvoirs à cet effet,
 - Questions diverses,
 - Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités
- Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- Les copies des lettres de convocation adressées aux actionnaires,
- La copie et l'avis de réception de la lettre de convocation du Commissaire aux Comptes,
- La feuille de présence, les pouvoirs des actionnaires représentés, et la liste des actionnaires,
- Le rapport du Conseil d'Administration,
- Le rapport du Commissaire aux Comptes,

- Le texte des résolutions soumises au vote de l'assemblée.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux actionnaires ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

A la suite de cette communication, il informe l'assemblée que le comité d'entreprise n'a présenté aucune observation.

Le Président présente à l'Assemblée le rapport du Conseil d'Administration, puis il donne lecture du rapport du Commissaire aux Comptes.

Le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial du Commissaire aux Comptes, autorise le Conseil d'Administration, en application des dispositions des articles L. 225-197-1 à L. 225-197-5 du Code de commerce, à augmenter, en une ou plusieurs fois et sur ses seules décisions, le capital social d'un montant qui ne pourra excéder 4.800 euros correspondant au nominal des actions à créer, outre la fraction correspondant à la valeur unitaire d'émission qui sera fixée par le Conseil d'Administration sur délégation de l'Assemblée.

En tout état de cause, ladite émission d'actions gratuites devra se faire dans les limites fixées par les articles L. 225-197-1 et suivants du Code de Commerce. En conséquence, le pourcentage maximal du capital pouvant être attribué ne pourra pas excéder 10% du capital social à la date de la décision de leur attribution par le Conseil d'Administration. L'assemblée autorise le Conseil d'Administration à procéder en une ou plusieurs fois, à des attributions gratuites d'actions ordinaires de la société, actions à émettre au profit de salariés ayant un statut de Directeur Technique associé Indice I40.

Ces managers devront justifier d'une ancienneté importante dans la profession et au sein du Cabinet et d'un rôle d'encadrement et de gestion de clientèle significatif. Ces derniers justifiant par ailleurs de connaissances techniques leur permettant de rendre service à l'ensemble du Cabinet.

Il appartiendra au Conseil d'Administration de déterminer l'identité des bénéficiaires parmi les membres du personnel salarié de la société et pour lesquels le Conseil fixera les conditions et les critères d'attribution, ainsi que la valeur unitaire d'attribution de l'action.

L'augmentation de capital sera réalisée par prélèvement et incorporation de réserves disponibles de la Société et création de 300 actions nouvelles de 16 euros chacune, correspondant au nominal des actions, outre la fraction correspondant à la valeur unitaire d'émission.

L'Assemblée Générale constate que l'autorisation d'attribuer gratuitement les actions emporte renonciation automatique des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription au profit des bénéficiaires des actions attribuées gratuitement et que l'augmentation de capital correspondante sera définitivement réalisée du seul fait de l'attribution définitive des actions à leurs bénéficiaires.

L'Assemblée Générale décide que l'attribution des actions à leurs bénéficiaires ne deviendra définitive qu'au terme d'une période d'acquisition d'un an minimum conformément à l'article L. 225-197-1, I, al. 6).

Pendant cette période, les bénéficiaires ne seront pas encore propriétaires, ils ne bénéficieront que d'un simple droit de créance personnel mais disposeront de droits à l'attribution incessibles. Ils ne bénéficieront ni du droit aux dividendes, ni du droit aux informations communiquées aux actionnaires en leur qualité.

Toutefois, en cas de décès d'un bénéficiaire, ses héritiers pourront demander l'attribution des actions dans un délai de six mois à compter du décès.

L'Assemblée Générale décide, en vertu de l'alinéa 6 de l'article L. 225-197-1, I du Code de commerce, que l'attribution des actions sera considérée comme définitive avant le terme de la période d'acquisition définie ci-dessus en cas d'invalidité du bénéficiaire le rendant absolument incapable d'exercer une profession quelconque.

L'Assemblée Générale décide de prévoir qu'à l'expiration de la période d'acquisition, les bénéficiaires devenus propriétaires des actions, devront les conserver pendant une période de 5 ans. En conséquence l'assemblée prend acte que la durée cumulée des périodes d'acquisition et de conservation ne sera donc pas inférieure à deux ans, conformément aux dispositions de l'alinéa 8 de l'article L. 225-197-1, I du Code de commerce.

A l'issue de la période de conservation, les actions deviendront disponibles et pourront notamment être cédées selon les dispositions légales et statutaires.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide que l'autorisation visée sous la résolution précédente est consentie pour une durée de 24 mois à compter de ce jour et délègue tous pouvoirs au Conseil d'Administration pour mettre en œuvre cette autorisation, dans les limites et sous les conditions visées ci-dessus, à l'effet notamment :

- de fixer les conditions et critères d'attribution des actions gratuites,
- de fixer la valeur unitaire des actions à émettre,
- de déterminer, selon ces critères, l'identité des bénéficiaires et de fixer la liste nominative,
- d'arrêter le nombre d'actions susceptibles d'être attribuées gratuitement à chaque bénéficiaire,
- de fixer toutes conditions de l'émission des actions nouvelles,
- de constater, à l'expiration de la période d'acquisition, la réalisation définitive de l'augmentation de capital,
- de procéder aux formalités consécutives et à la modification corrélative des statuts,
- et d'une manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire à la réalisation de cette opération, conformément aux dispositions législatives et réglementaires.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale prend acte que le Conseil d'Administration informera chaque année l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, dans un rapport spécial établi conformément aux dispositions de l'article L. 225-197-4 du Code de commerce, des attributions gratuites d'actions effectuées en vertu de l'autorisation consentie sous la première résolution. Ce rapport devra contenir toutes les mentions visées audit article.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME RESOLUTION

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au président et au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal des délibérations pour remplir toutes formalités légales consécutives à l'adoption des résolutions qui précèdent.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

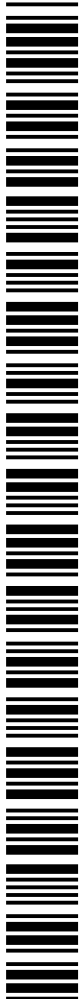
Pour Extrait certifié conforme
Le Président
Pierre-Michel MONNERET



GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
..... **DE LYON**

A2019/001419

Dénomination : RSM Rhône-Alpes
Adresse : 2 BIS Rue De la Tete D Or 69006 LYON
N° de gestion : 2011B03731
N° d'identification : 398384198
N° de dépôt : A2019/001419
Date du dépôt : 14/01/2019
Pièce : Extrait de procès-verbal du conseil d'administration du 12/12/2018 PVCA3



5194267



5194267

« RSM Rhône-Alpes »

Société par Actions simplifiée
Au capital de 1.998.608 €
Siège social : 2 bis, Rue Tête d'Or – 69006 LYON

398 384 198 RCS LYON

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE LA REUNION
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 12 DECEMBRE 2018**

L'an Deux Mille Dix Huit
Le 12 Décembre, à 14 heures,

Les administrateurs de la société « RSM Rhône-Alpes » se sont réunis en Conseil, 2 bis, Rue Tête d'Or 69006 LYON, sur convocation du Président, faite conformément aux statuts.

Il résulte du registre de présence qu'à cette réunion sont présents ou représentés :

Monsieur Pierre-Michel MONNERET
Monsieur Jean-Marc PENNEQUIN
Monsieur Jean-Michel REY
Monsieur Jean-Pierre HORTEUR
Monsieur Jean-Yves PERROT
Monsieur Alain GRILLE
Monsieur Nicolas BARIOZ
Monsieur Arnaud RICOME
Monsieur Gaël DHALLUIN
Monsieur François de BUSTAMANTE
Monsieur Sébastien BOUZARD
Monsieur Christophe DEMEURE
Monsieur Jean-Marc MOREL
Monsieur François-Régis de MONJOUR
Monsieur Bertrand DUFOUR
Monsieur Pascal VUAILLAT

Monsieur Philippe ROUX, Commissaire aux comptes régulièrement convoqué est absent.

Mme Kim SCHEFFER et M. Julien DELAUNAY membres du Comité Social et Economique sont *présents*

Le secrétariat de séance est assuré par Madame Dominique HOERDT.

Monsieur Pierre-Michel MONNERET, Président du Conseil d'administration constate que le Conseil peut valablement délibérer.

Le Président rappelle que le Conseil est appelé à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital par incorporation de réserves résultant de l'attribution gratuite d'actions à trois salariées de la Société selon les modalités fixées par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 Novembre 2017 et le Conseil d'Administration du 04 Décembre 2017,
- Modification corrélative des statuts,

- Questions diverses,

- CONSTATATION DE LA REALISATION DEFINITIVE DE L'AUGMENTATION DE CAPITAL PAR INCORPORATION DE RESERVES RESULTANT DE L'ATTRIBUTION GRATUITE D' ACTIONS A TROIS SALARIEES

Le Président rappelle au Conseil d'Administration qu'en application des dispositions de l'article L. 225-197-1 du Code de commerce, l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires réunie le 27 Novembre 2017 a autorisé le Conseil d'Administration à procéder, en une ou plusieurs fois, et pour une période de 24 mois, à l'attribution de 300 actions nouvelles gratuites de la Société au maximum, d'une valeur nominale de 16 euros chacune, au profit de salariés ayant un statut de Directeur Technique associé Indice I40.

Ces managers devant justifier d'une ancienneté importante dans la profession et au sein du Cabinet et d'un rôle d'encadrement et de gestion de clientèle significatif. Ces derniers justifiant par ailleurs de connaissances techniques leur permettant de rendre service à l'ensemble du Cabinet.

Les actions nouvelles attribuées gratuitement devaient être émises par augmentation de capital réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, l'autorisation d'attribuer gratuitement les actions emportant renonciation automatique des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription au profit des bénéficiaires des actions attribuées gratuitement. L'augmentation de capital serait définitivement réalisée du seul fait de l'attribution définitive des actions à leurs bénéficiaires, à l'issue de la période d'acquisition.

Le Conseil d'Administration, usant de cette faculté, a procédé, lors de sa réunion du 04 Décembre 2017, à une attribution gratuite d'actions, conformément aux conditions et critères d'attribution qu'il avait définis, sur autorisation de l'Assemblée, aux personnes suivantes, la valeur unitaire des actions à émettre ayant été fixé à 83 euros :

- Madame Evelyne CHANSAVANG
à hauteur de 60 actions
- Madame Evelyne JOURDAN
à hauteur de 60 actions
- Madame Amandine DELAYANCE
à hauteur de 60 actions

Les bénéficiaires ont été régulièrement informés de cette attribution d'actions gratuites.

L'Assemblée a fixé une durée de la période d'acquisition de ces actions à un an à compter de leur attribution. Pendant cette période, les bénéficiaires n'étaient pas encore propriétaires des actions et disposaient de droits à l'attribution qui étaient incessibles.

Cette période est arrivée aujourd'hui à son terme et il convient donc de constater l'attribution définitive des actions au profit de leurs bénéficiaires et la réalisation de l'augmentation de capital par incorporation de réserves correspondante.

Le Président rappelle que l'Assemblée Générale du 27 Novembre 2017 a délégué au Conseil d'Administration les pouvoirs les plus étendus à l'effet de constater la réalisation de l'augmentation de capital résultant de l'attribution définitive des actions à l'issue de la période d'acquisition, de procéder à la modification corrélative des statuts et aux formalités requises.

Puis, il offre la parole aux administrateurs.

Le Conseil, après avoir constaté ce jour, la restitution du prêt d'une action consenti par la société HOLDING CIP à Madame Evelyne CHANSAVANG en date du 27 Novembre 2017, et après en avoir délibéré, usant des pouvoirs conférés par l'Assemblée :

- Constate l'expiration de la période d'acquisition et l'attribution définitive de 180 actions gratuites de la Société au profit des personnes suivantes :

- Madame Evelyne CHANSAVANG
à hauteur de 60 actions
- Madame Evelyne JOURDAN
à hauteur de 60 actions
- Madame Amandine DELAYANCE
à hauteur de 60 actions

- Constate la réalisation de l'augmentation de capital correspondante, par prélèvement d'une somme de 2.880 euros sur les réserves disponibles de la Société à savoir sur le poste « Autres Réserves » et par la création et l'émission de 180 actions nouvelles, d'une valeur nominale de 16 euros chacune, l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale emportant de plein droit, conformément à l'alinéa 5 de l'article L. 225-197-1, I du Code de commerce, au profit des bénéficiaires des actions attribuées gratuitement, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription, et agrément en qualité de nouvelles associées.

Les bénéficiaires ont, dès l'attribution définitive des actions gratuites, la qualité d'actionnaire et les actions nouvelles sont alors assimilées aux actions anciennes et jouissent des mêmes droits ; elles seront néanmoins indisponibles pendant la période de conservation définie par l'Assemblée, soit 5 ans, et ne pourront faire l'objet d'une transmission que selon les conditions et modalités définies dans le protocole d'accord signé entre les parties.

Le Conseil décide, en conséquence, de modifier les articles 6 et 9 des statuts de la manière suivante :

Article 6 Apports-Formation du capital

Il est ajouté in fine à cet article l'alinéa suivant :

"Aux termes d'une délibération en date du 12 Décembre 2018, le Conseil d'Administration, usant des pouvoirs conférés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 Novembre 2017, a constaté une augmentation de capital d'un montant de 2.880 euros, prélevé sur les réserves disponibles à savoir le poste « Autres Réserves » de la Société, résultant de l'attribution définitive de 180 actions nouvelles gratuites aux bénéficiaires de l'attribution dont la liste a été déterminée par le Conseil d'Administration, conformément aux dispositions de l'article L. 225-197-1 du Code de commerce."

Article 9 - Capital social - Liste des associés - Répartition des actions

« Le capital social est fixé à 2.001.488 euros. Il est divisé en 125.093 actions de 16 euros chacune entièrement libérées et de même catégorie. »

Le reste de l'article demeure inchangé.

la prochaine assemblée dans les conditions et délais prévus par les dispositions légales et réglementaires.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Pour Extrait certifié conforme
Le Président
Pierre-Michel MONNERET



Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
LYON
Le 27/12/2018 Dossier 2018 00065839, référence 6904P61 2018 A 24214
Enregistrement : 500 € Pénalités : 0 €
Total liquidé : Cinq cents Euros
Montant reçu : Cinq cents Euros
L'Agent administratif des finances publiques

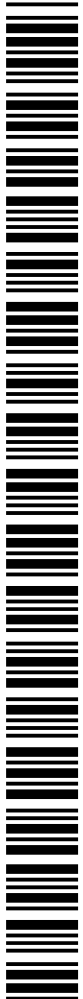
JOLIVET *Estaline*



GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
..... **DE LYON**

A2019/001419

Dénomination : RSM Rhône-Alpes
Adresse : 2 BIS Rue De la Tete D Or 69006 LYON
N° de gestion : 2011B03731
N° d'identification : 398384198
N° de dépôt : A2019/001419
Date du dépôt : 14/01/2019
Pièce : Statuts mis à jour du 12/12/2018 STMJ



5194265



5194265

« RSM Rhône-Alpes »

Société par actions simplifiée au capital de 2.001.488 €

Siège social : 2 bis, Rue Tête d'Or
69006 LYON

398 384 198 RCS LYON

STATUTS MIS A JOUR LE 12 DECEMBRE 2018
DE TOUTES MODIFICATIONS INTERVENUES
DEPUIS LA CONSTITUTION DE LA SOCIETE

CERTIFIE CONFORME
PAR LE PRESIDENT

M. Pierre-Michel MONNERET



Article 1^{er} - Forme

La société initialement constituée sous la forme de société à responsabilité limitée en date du 20 septembre 1994, a été transformée en société anonyme à directoire et conseil de surveillance suivant décision des associés en date du 15 mars 1995. Puis elle a adopté le système moniste à conseil d'administration aux termes de l'assemblée générale mixte des actionnaires réunie le 11 mars 2002.

Elle a été transformée en société d'exercice libéral par actions simplifiée en date du 10 juin 2002.

L'Assemblée générale du 8 juin 2011 a abandonné le mode d'exercice sous forme de société d'exercice libéral, pour revenir au mode classique de société par actions simplifiée.

Elle continue d'exister entre les propriétaires des actions existantes et de celles qui seraient créées ultérieurement. et est régie par le livre II et le titre II du livre VIII du Code de commerce, l'ordonnance n°45-2138 du 19 septembre 1945 ainsi que par les présents statuts et les textes légaux et réglementaires qui lui seraient applicables ultérieurement.

Article 2 – Dénomination sociale

La dénomination est : « **RSM Rhône-Alpes** »

La société sera inscrite au tableau de l'Ordre des experts-comptables sous sa dénomination sociale ainsi que sur la liste des commissaires aux comptes.

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots « société par actions simplifiée » ou des lettres « S.A.S. » et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention « société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes » et de l'indication du Tableau de la circonscription de l'Ordre des experts-comptables sur lequel la société est inscrite et de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes à laquelle la société est rattachée en application de l'article R. 822-39 du code de commerce.

Article 3 – Objet social

La société a pour objet :

L'exercice de la profession d'expert-comptable et de commissaire aux comptes telles que ces professions sont définies par les textes législatifs et réglementaires.

Elle peut réaliser toutes opérations qui se rapportent à cet objet social et qui sont compatibles avec celui-ci, dont la détention de participation de toute nature, dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires encadrant l'exercice des professions d'expert-comptable et de commissaire aux comptes, notamment leurs règles de déontologie respectives. A ce titre, la société s'engage à respecter :
la réglementation liée aux incompatibilités et aux risques de conflits d'intérêts propre à chaque profession, l'indépendance de l'exercice professionnel de ses associés et de ses salariés.

Article 4 - Siège social

Le siège social est fixé à LYON (69006) – 2 Bis, rue Tête d'Or.

Il pourra être transféré sur le territoire français par simple décision du président, qui, dans ce cas, est autorisé à modifier en conséquence les statuts de la société, sous réserve de ratification par la prochaine décision de la collectivité des associés.

Article 5 - Durée

La durée de la société est fixée à 99 années à compter du jour de son immatriculation au registre

du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

Article 6 - Apports - Formation du capital

I. Lors de la constitution, il a été apporté la somme de 50.000 francs en espèces qui a été déposée à un compte ouvert à LA LYONNAISE DE BANQUE, agence de LYON REPUBLIQUE, 8 Rue de la République, LYON (1^{er}).

II. Aux termes d'un contrat d'apport partiel d'actif en date du 14 février 1995, il a été fait apport à la société CCI CONSEILS - COMPAGNIE FIDUCIAIRE DE COMPTABILITE, DE CONTROLE D'INFORMATION ET DE CONSEILS de sa branche complète et autonome d'activité d'expert-comptable et de commissaire aux comptes pour une valeur nette de 9.877.700 francs, lequel a été rémunéré par l'émission de 98.777 parts nouvelles attribuées à la société apporteuse.

A la même date du 15 mars 1995, il a été décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 8.400 francs pour le porter à 9.936.100 francs par création de 84 parts nouvelles de 100 francs, libérées intégralement par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société.

III. L'Assemblée Générale Mixte du 27 février 2001 a décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 63.900 francs pour le porter à 10.000.000 francs par la création de 639 actions nouvelles de 100 francs chacune émise au pair à libérer lors de leur souscription en numéraire.

Le Directoire réuni le 12 mars 2001 a constaté la réalisation définitive de l'augmentation du capital social décidé par l'Assemblée Générale Mixte du 27 février 2001.

IV. L'Assemblée Générale Mixte du 27 février 2001 a décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 495.312 francs pour le porter de 10.000.000 F à 10.495.312 francs par incorporation directe au capital de cette somme prélevée sur le compte « Autres Réserves » ; cette augmentation de capital a été réalisée par élévation de la valeur nominale des 100.000 actions existantes de 100 francs à 104.95312 francs.

V. L'assemblée Générale Mixte du 11 juin 2007 a décidé d'augmenter le capital social de 16.000 euros pour le porter de 1.600.000 euros à 1.616.000 euros, par l'émission de 1.000 actions nouvelles de numéraire émises au prix de 50 euros par titre, comprenant 16 euros de valeur nominale et 34 euros de prime, à libérer par des versements en espèces.

Le Conseil d'Administration réuni le 10 septembre 2007 a constaté la réalisation définitive de l'augmentation de capital décidée par l'Assemblée Générale du 11 juin 2007.

VI. Aux termes d'un projet de fusion en date du 21 juin 2007, approuvé par l'assemblée générale extraordinaire du 1^{er} octobre 2007, la société ARTUS (nouvellement dénommée ARIES) (379 928 666 RCS LYON) a fait apport-fusion à la société RSM CCI CONSEILS de la totalité de son actif moyennant la prise en charge de son passif ; l'actif apporté s'est élevé à 914 851 €. Il a été rémunéré par une augmentation de capital de 357 440 € par création de 22 340 actions nouvelles de 16 € de valeur nominale chacune.

VII. L'assemblée Générale Extraordinaire du 11 juin 2007 a décidé d'augmenter le capital social de 17.440 euros pour le porter de 1.973.440 euros à 1.990.880 euros, par l'émission de 1.090 actions nouvelles de numéraire émises au prix de 55 euros par titre, comprenant 16 euros de valeur nominale et 55 euros de prime, à libérer par des versements en espèces.

Le Conseil d'Administration réuni le 21 décembre 2009 a constaté la réalisation définitive de l'augmentation de capital décidée par l'Assemblée Générale du 23 novembre 2009.

VIII. L'assemblée Générale Extraordinaire du 11 janvier 2012 a décidé d'augmenter le capital social de 7.728 euros pour le porter de 1.990.880 euros à 1.998.608 euros, par l'émission de 483 actions nouvelles de numéraire émises au prix de 62 euros par titre, comprenant 16 euros de valeur nominale et 46 euros de prime, à libérer par des versements en espèces.

Le Conseil d'Administration réuni le 19 mars 2012 a constaté la réalisation définitive de l'augmentation de capital décidée par l'Assemblée Générale du 11 janvier 2012.

Aux termes d'une délibération en date du 12 Décembre 2018, le Conseil d'Administration, usant des pouvoirs conférés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 Novembre 2017, a constaté une augmentation de capital d'un montant de 2.880 euros, prélevé sur les réserves disponibles à savoir le poste « Autres Réserves » de la Société, résultant de l'attribution définitive de 180 actions nouvelles gratuites aux bénéficiaires de l'attribution dont la liste a été déterminée par le Conseil d'Administration, conformément aux dispositions de l'article L. 225-197-1 du Code de commerce.

Article 7 - Avantages particuliers

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier.

Article 8 – Forme des actions– Liste des associés – Répartition du capital et des droits de vote

Les actions émises par la société ont obligatoirement la forme nominative.

Elles donnent lieu à une inscription en comptes "nominatifs purs" ou "nominatifs administrés" selon les modalités prévues par le "cahier des charges des émetteurs - teneurs de comptes de valeurs mobilières non admises en SICOVAM" approuvé par la Direction du Trésor, par la société au nom de chaque associé dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur sur les sociétés commerciales pour les sociétés anonymes.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

A la demande d'un associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

Plus des deux tiers des droits de vote doivent être détenus par les personnes mentionnées au I de l'article 7 de l'ordonnance du 19 septembre 1945, modifiée, directement ou par l'intermédiaire d'une société inscrite à l'Ordre.

Aucune personne ou groupement d'intérêts, extérieur aux personnes mentionnées au premier alinéa ne détient, directement ou par une personne interposée, une partie des droits de vote de nature à mettre en péril l'exercice de la profession, l'indépendance des experts-comptables, ou le respect, par ces derniers, des règles inhérentes à leur statut et à leur déontologie. » (Ord., art. 7, I, 2°)

La majorité des droits de vote de la société sont détenus par des commissaires aux comptes ou des sociétés de commissaires aux comptes inscrits sur la liste prévue au I de l'article L. 822-1 ou des contrôleurs légaux des comptes régulièrement agréés dans un autre Etat membre de l'Union européenne. Lorsqu'une société de commissaires aux comptes détient une participation dans le capital d'une autre société de commissaires aux comptes, les associés non commissaires aux comptes ne peuvent détenir plus de la majorité de l'ensemble des droits de vote des deux sociétés. » (C. com., art L. 822-1-3, 1°).

Le droit de vote attaché aux actions de capital est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent.

Article 9 - Capital social - Liste des associés - Répartition des actions

Le capital social est fixé à 2.001.488 euros. Il est divisé en 125.093 actions de 16 euros chacune entièrement libérées et de même catégorie.

La société communique annuellement aux conseils régionaux de l'Ordre des experts-comptables dont elle relève la liste de ses associés ainsi que toute modification apportée à cette liste.

En cas de retrait ou d'entrée d'associés, de modification dans la composition des organes de gestion, de direction, d'administration ou de surveillance, la société est tenue de demander au Haut Conseil du commissariat aux comptes ou à son délégataire en matière d'inscription la modification correspondante de son inscription sur la liste des commissaires aux comptes. La compagnie régionale des commissaires aux comptes à laquelle la société est rattachée est également informée de ces modifications.

Article 10 – Modifications du capital social

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti conformément aux lois et règlements en vigueur.

La collectivité des associés, délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires sur le rapport du président, est seule compétente pour décider d'augmenter, de réduire ou d'amortir le capital.

Les associés ont, proportionnellement au nombre de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. La collectivité des associés qui décide l'augmentation de capital peut supprimer ce droit préférentiel de souscription, totalement ou partiellement, en faveur d'un ou plusieurs associés dénommés, dans le respect des conditions prévues par les dispositions légales. Les associés peuvent aussi renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel.

Dans tous les cas, la réalisation d'opérations sur le capital doit respecter les dispositions légales de détention des droits de vote régissant les professions d'expert-comptable et de commissaire aux comptes.

Article 11 – Libération des actions

En cas d'augmentation de capital, les actions d'apports en nature doivent être intégralement libérées ; les actions souscrites en numéraire sont obligatoirement libérées, lors de la souscription, du quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir, en une ou plusieurs fois, sur appel du président, dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque associé.

A défaut par les associés d'effectuer à leur échéance, les versements exigibles, ils sont passibles, sans qu'il soit besoin de mise en demeure, d'un intérêt de retard fixé par le président en fonction des taux couramment pratiqués sur le marché, à compter du jour de l'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Article 12 – Droits et obligations attachés aux actions

Droits des associés

Chaque associé, en l'absence de catégories d'actions donnant des droits différents, a droit à une part des bénéfices, de l'actif social et du boni de liquidation, proportionnelle au nombre d'actions qu'il détient.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par un mandataire, choisi parmi les autres associés. A chaque action est attachée une voix. Les droits de vote de chaque associé sont proportionnels au nombre d'actions qu'il détient.

Chaque action donne, en outre, le droit d'être informé sur la marche de la société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre auront à faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

Obligations des associés

Les associés ne sont tenus du passif social et ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports. La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de la collectivité des associés.

Les associés s'informent mutuellement de leur activité au sein de la société. La communication de ces informations entre associés ne constitue pas une violation du secret professionnel.

Article 13 – Forme, négociabilité, indivisibilité et démembrement des actions

Les actions sont nominatives ; elles donnent lieu à une inscription à un compte ouvert par la société au nom de l'associé dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés ou après la réalisation définitive de l'augmentation de capital si elles résultent d'une augmentation de capital.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société ; tous les professionnels copropriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un professionnel, mandataire unique, désigné d'accord entre eux ou à défaut en justice à la requête du copropriétaire le plus diligent.

L'usufruitier et le nu-proprétaire d'actions ont le droit de participer à toutes les décisions de la collectivité des associés. Toutefois, le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les décisions collectives ordinaires et au nu-proprétaire dans les décisions collectives extraordinaires.

Le bailleur et le locataire d'actions ont le droit de participer à toutes les décisions de la collectivité des associés. Toutefois, le droit de vote appartient au bailleur lorsqu'il s'agit de modifier les statuts ou de changer la nationalité de la société et au locataire pour toutes les autres décisions de la collectivité des associés. Pour l'exercice des autres droits attachés à l'action, le bailleur est assimilé au nu-proprétaire et le locataire à l'usufruitier.

Article 14 - Transmission des actions

Toute cession d'actions ayant pour effet l'admission d'un nouvel associé est subordonnée à l'agrément résultant d'une décision extraordinaire de la collectivité des associés.

Par cession il faut entendre toute opération, à titre onéreux ou à titre gratuit, emportant transfert ou démembrement de propriété, y compris par l'effet d'une transmission universelle de patrimoine.

La demande d'agrément indique les noms, prénoms ou dénomination sociale, adresse du domicile ou du siège et forme juridique du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est projetée et, le cas échéant, le prix offert. Elle est notifiée à la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le refus d'agrément est notifié au demandeur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par exploit d'huissier. L'agrément peut aussi résulter du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la date portée sur l'avis de réception de la lettre recommandée emportant demande d'agrément.

Si la société n'agrée pas le cessionnaire proposé, le président est tenu, dans le délai de trois mois à compter de la notification de la date portée sur l'avis de réception de la lettre recommandée emportant refus d'agrément, de faire acquérir les actions soit par un associé ou par un tiers, dûment agréé, soit, avec le consentement du cédant, par la société en vue d'une réduction de capital.

Si, à l'expiration de ce délai, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par décision de justice à la demande de la société. L'achat ne peut être considéré comme n'étant pas réalisé du seul fait que les actions n'ont pas été inscrites au compte de l'acheteur.

A défaut d'accord entre les parties sur le prix des actions cédées, celui-ci est fixé par expert, selon les modalités définies à l'article 1843-4 du Code civil.

En cas de refus d'agrément, le cédant peut, à tout moment, renoncer à la cession, même après la fixation du prix par expert.

De même est soumise à agrément, dans les mêmes conditions, toute cession de valeurs mobilières, de droits préférentiels de souscription, de droits d'attribution et de tous autres droits négociables émis par la société

Article 15 – Cessation temporaire ou définitive d'activité d'un professionnel associé

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit au Tableau de l'Ordre des experts-comptables interrompt toute activité d'expertise comptable au nom de la société à compter de la date à laquelle il cesse d'être inscrit.

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit sur la liste des commissaires aux comptes interrompt toute activité de commissariat aux comptes au nom de la société à compter de la date à laquelle il cesse d'être inscrit. Lorsque la cessation d'activité du professionnel associé, sa radiation ou son omission de la liste des commissaires aux comptes a pour effet d'abaisser, au-dessous des quotités légales, le pourcentage des droits de vote détenus par des commissaires aux comptes ou des professionnels régulièrement agréés dans un autre Etat membre de l'Union européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes, il dispose d'un délai de six mois

à compter du jour où il cesse d'être inscrit sur la liste des commissaires aux comptes, pour céder tout ou partie de ses actions permettant à la société de respecter ces quotités.

Lorsque la cessation d'activité du professionnel associé, pour quelque cause que ce soit, sa radiation ou son omission du Tableau de l'Ordre des experts-comptables a pour effet d'abaisser au-dessous des quotités légales, la part des droits de vote détenus par des personnes visées au premier alinéa de l'article 7, I de l'Ordonnance du 19 septembre 1945, la société saisit le Conseil régional de l'Ordre dont elle relève afin que celui-ci lui accorde un délai, qui ne peut excéder deux ans, en vue de régulariser sa situation.

Au cas où les stipulations de l'un ou l'autre des deux alinéas précédents ne sont pas respectées, l'associé est exclu de plein droit de la société, ses actions étant, dans un délai de trois mois suivant l'expiration du plus court des délais mentionnés aux deux alinéas précédents, rachetées soit par toute personne désignée par la société, soit par celle-ci. Dans ce dernier cas, elles sont annulées. A défaut d'accord amiable sur le prix, celui-ci est fixé dans les conditions visées à l'article 1843-4 du Code civil.

Toutefois, en cas de décès d'un professionnel commissaire aux comptes n'ayant pas la qualité d'expert-comptable, ses ayants droit disposent d'un délai de deux ans pour céder leurs actions à un autre professionnel commissaire aux comptes.

Article 16 – Président

La société est représentée à l'égard des tiers par un président personne physique membre de la société, devant répondre aux conditions fixées au I de l'article 7 de l'ordonnance du 19 septembre 1945, et inscrit sur la liste des commissaires aux comptes ou régulièrement agréé dans un autre Etat membre de l'Union européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes.

La durée du mandat du Président est fixée à 3 exercices prenant fin à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes annuels de l'exercice écoulé et tenu dans l'année au cours de laquelle expire son mandat.

Le président est nommé et peut être révoqué à tout moment par décision du Conseil d'Administration prise à la majorité des administrateurs. Il peut être révoqué sans indemnité, ni préavis, ni précision de motifs et sans que sa révocation soit portée à l'ordre du jour. Toutefois, il doit être invité à présenter ses observations avant que Conseil ne statue sur sa révocation.

Les fonctions de Président cessent également par son décès, interdiction, faillite personnelle, redressement ou liquidation judiciaire ouvert à son encontre, révocation ou démission, ou encore par survenance d'incapacité physique ou mentale.

Le président assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la société. Dans les rapports entre associés, le président peut accomplir tous actes de direction, de disposition, de gestion et d'administration de la société, dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi ou les statuts aux associés.

Dans les rapports avec les tiers, le président représente la société et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. Les stipulations des présents statuts limitant les pouvoirs du président sont inopposables aux tiers.

Le président ne peut agir à l'égard des tiers que dans les limites de l'objet social. Toutefois, la société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le président peut déléguer ses pouvoirs dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Le président a droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

Le président est responsable envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions légales ou réglementaires régissant les sociétés par actions simplifiées, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises par lui dans sa gestion.

Article 17 – Conseil d'Administration

Il est créé un Conseil d'administration, composé d'associés personnes physiques, expert-comptable et/ou commissaire aux comptes exerçant leur profession au sein de la société.

Plus des deux tiers des droits de vote doivent être détenus par des experts comptables membres de la société, et la majorité des membres du Conseil doivent être des commissaires aux comptes.

Les règles fixant la responsabilité des membres du Conseil d'administration des sociétés anonymes sont applicables aux administrateurs de la société par actions simplifiée.

En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés, renouvelés et remplacés par décision collective des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires.

Les administrateurs sont toujours rééligibles.

La durée du mandat des administrateurs est fixée à 3 exercices prenant fin à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes annuels de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat.

L'âge limite, pour une personne physique, à l'exercice des fonctions d'administrateur est fixé à 75 ans révolus.

L'administrateur personne physique sera considéré comme démissionnaire à la date à laquelle il aura atteint ledit âge limite.

Les fonctions d'administrateur prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat.

Les administrateurs peuvent démissionner de leur mandat sous réserve de respecter un préavis d'un mois lequel pourra être réduit lors de la consultation de la collectivité des associés qui aura à statuer sur le remplacement de l'administrateur démissionnaire.

Un administrateur peut être révoqué par décision de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires, l'administrateur dont la révocation est envisagée ne pouvant prendre part au vote :

- En cas de non-respect des dispositions qui s'imposent à lui en tant qu'associé ;
- En cas d'absence non justifiée à plus de trois réunions consécutives du conseil d'administration ;
- En cas de violation du secret des délibérations du conseil d'administration à l'exception de celles ayant fait l'objet d'une publication ;
- En cas pour les administrateurs personnes physiques, d'incapacité de travail.

En cas de vacance d'un ou plusieurs sièges d'administrateur, le Conseil d'administration peut, entre deux consultations de la collectivité des associés, procéder à des nominations à titre provisoire par voie de cooptation, sous réserve de ratification par décision de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires. L'administrateur nommé en remplacement d'un autre exerce ses fonctions pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

La collectivité des associés, délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires, peut allouer aux administrateurs à titre de jetons de présence, une somme fixe annuelle, dont le montant est porté aux charges d'exploitation et reste maintenu jusqu'à décision contraire. Le Conseil d'administration répartit librement cette rémunération entre ses membres.

Les administrateurs pourront cumuler leurs fonctions avec un contrat de travail effectif. Le contrat de travail pourra être préexistant ou consenti par le Président après leur nomination en qualité d'administrateur.

Pouvoir du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer et diriger la société et pour agir en toute circonstance au nom de la société. Il les exerce dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi au Président et aux décisions collectives des associés.

Chaque administrateur a le pouvoir de représenter la société, dans le cadre d'une délégation de pouvoirs du Président.

Le Conseil peut conférer à tous mandataires de son choix toutes délégations de pouvoirs dans la limite de ceux qu'il tient de la loi et des présents statuts.

Il peut décider la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même ou son Président soumet, pour avis à leur examen.

Le Conseil d'administration sera, conformément à l'article 432-6 du Code du travail, l'organe social auprès duquel les délégués du comité d'entreprise exercent les droits définis par ce même article.

Organisation et délibérations du Conseil

Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, sur la convocation du Président faite par tous moyens et même verbalement, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Le conseil d'administration peut également être convoqué par un de ses membres au cas où celui-ci ne l'aurait pas été plus de deux mois après sa dernière réunion.

Le conseil d'administration ne délibère valablement qu'aux conditions de quorum et de majorité suivante :

En cas de convocation verbale du conseil, il ne peut valablement délibérer qu'en présence de la totalité de ses membres.

En cas de convocation par lettre simple, le conseil ne peut valablement délibérer qu'en présence des trois quarts de ses membres.

En cas de convocation par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, le conseil ne peut valablement délibérer qu'en présence de la moitié de ses membres.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés.

Tout administrateur peut donner, par lettre ou tout autre moyen de télécommunication, mandat à un autre administrateur de le représenter à une séance du conseil.

Chaque administrateur ne peut disposer, au cours d'une même séance, que d'une seule des procurations reçues par application de l'alinéa précédent.

Les administrateurs ainsi que toute personne appelée à assister aux réunions du conseil, sont tenus à la discrétion à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel et données comme telles par le Président.

Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du conseil tant en leur nom personnel que comme mandataire.

Les délibérations du conseil d'administration sont constatées dans des procès-verbaux établis conformément aux dispositions légales en vigueur et signés du Président de séance et d'au moins un administrateur.

Article 18 – Conventions interdites

A peine de nullité du contrat, il est interdit au président et aux Administrateurs de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

La même interdiction s'applique aux conjoints, ascendants et descendants des personnes ci-dessus ainsi qu'à toute personne interposée.

Article 19 – Conventions soumises à approbation

Est soumise à l'approbation de la collectivité des associés toute convention intervenue, directement ou par personne interposée entre la société, son président, l'un de ses directeurs généraux ou l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

Cette convention doit être portée à la connaissance du président dans le délai d'un mois à compter du jour de sa conclusion. Le président établit un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé. La collectivité des associés statue sur ce rapport en même temps que sur les comptes sociaux du même exercice. Toutefois, lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention de la convention au registre des décisions.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, sauf à la personne intéressée et, le cas échéant, au président et aux autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Article 20 - Conventions courantes

Les stipulations de l'article 18 des présents statuts ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Article 21 – Modalités de la consultation des associés

Le président sollicite toute décision collective sur un ordre du jour qu'il fixe.

Les décisions collectives sont prises par consultation écrite ou en assemblée, au choix du président.

Lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés par la loi ou les présents statuts. Dans ce cas, ses décisions sont répertoriées dans un registre.

Tout associé a le droit d'obtenir, avant toute décision, communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le contrôle de la société.

En cas de consultation écrite, le président adresse à chacun des associés, en même temps que le texte des projets de résolution, tous documents d'information nécessaires à la prise des décisions sollicitées. A cet effet, il peut utiliser tous procédés de communication écrite. L'associé consulté répond dans un délai de huit jours à compter de la réception de la demande de consultation, en ayant recours à tous procédés de communication écrite. Son défaut de réponse dans le délai de huit jours équivaut à un rejet des projets de résolution. Le commissaire aux comptes est destinataire, en même temps que les associés, d'une copie des projets de résolution soumis à la collectivité des associés et des documents d'information à eux adressés. Il est tenu informé par le président des décisions prises par la collectivité des associés à l'issue de la consultation.

En cas de décisions prises en assemblée, le président convoque les associés par tout procédé de communication écrite huit jours au moins avant la date fixée pour la réunion. Les convocations comportent l'indication du jour, de l'heure et du lieu ainsi que l'ordre du jour de la réunion. La réunion peut être organisée par visioconférence ou par conférence téléphonique. Dans le cas où tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

L'assemblée est présidée par le président, qui est habilité à certifier conformes les procès-verbaux des assemblées et peut déléguer ce pouvoir. A défaut, l'assemblée élit son président.

Article 22 – Décisions collectives

Quel qu'en soit le mode, toute consultation de la collectivité des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant l'ordre du jour, le texte des résolutions et tous documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions présentées à leur approbation.

Cette information doit faire l'objet d'une communication intervenant huit jours au moins avant la date de la consultation.

Les décisions prises conformément à la loi et aux statuts obligent tous les associés même absents, dissidents ou incapables.

Les décisions ordinaires sont celles qui ne modifient pas les statuts.

Les décisions extraordinaires sont seules à pouvoir modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elles ne peuvent, toutefois augmenter les engagements des associés sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

Lorsque la consultation de la collectivité des associés est faite en assemblée générale, la convocation est faite par tous procédés de communication écrite huit jours avant la date de la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'assemblée est présidée par le Président ; à défaut, l'assemblée élit son Président de séance. A chaque assemblée est tenue une feuille de présence.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé. Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.

Les décisions collectives qualifiées d'ordinaires ne sont valablement prises, sur première consultation, que si les associés présents ou représentés possèdent au moins 50 % des actions ayant le droit de vote.

Sur deuxième consultation aucun quorum n'est requis.

Les décisions collectives qualifiées d'extraordinaires ne sont valablement prises, sur première consultation, que si les associés présents ou représentés possèdent au moins 75 % des actions ayant le droit de vote.

Sur deuxième consultation aucun quorum n'est requis.

Pour toutes les assemblées ordinaires et extraordinaires, le droit de vote attaché aux actions est égal à celui des actions détenues par l'actionnaire dans la quotité du capital.

Constituent des décisions ordinaires les décisions suivantes :

- nomination renouvellement et révocation des Administrateur ;
- approbation des comptes et répartition du résultat ;
- approbation des conventions conclues entre la société et son président, ses administrateurs ou ses associés.

Constituent des décisions extraordinaires les décisions suivantes :

- augmentation, réduction et amortissement du capital social ;
- fusion, scission ou apport partiel d'actif soumis au régime des scissions ;
- dissolution, prorogation, transformation de la société ;
- toute autre modification des statuts, à l'exception du transfert du siège social dans le même département ou dans un département limitrophe, pour lequel la ratification par une décision de la collectivité des associés est simplement exigée en vertu de l'article 4 des présents statuts ;
- agrément d'un nouvel associé.

Toute autre décision relève de la compétence du Conseil d'Administration.

Article 23 – Procès-verbaux

Lors de chaque assemblée, est tenue une feuille de présence, et il est dressé un procès-verbal de la réunion, signé par le président de séance et au moins par un associé présent.

Le procès-verbal indique la date et le lieu de la réunion, les nom, prénom et qualité du président de séance, les noms et prénoms des associés présents ou représentés avec l'indication du nombre d'actions détenues par chacun d'eux et les conditions d'exercice de leur droit de vote, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, les textes des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

Pour chaque consultation écrite, celui qui a sollicité la consultation consigne le résultat de celle-ci dans un procès-verbal, qu'il signe et auquel est annexée la réponse de chaque associé.

Les procès-verbaux sont établis ou reportés sur des registres spéciaux tenus conformément aux dispositions légales en vigueur, à la diligence du président de la société.

Les copies ou extraits des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par le président de la société. Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

Article 24 - Exercice social

L'exercice social commence le premier septembre et finit le trente et un août.

Article 25 – Inventaire et comptes annuels

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulatif des produits et des charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Le président établit le rapport de gestion sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

Article 26 - Affectation des résultats et répartition des bénéfices

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires.

Le bénéfice disponible est à la disposition de la collectivité des associés qui, sur la proposition du président, peut, en tout ou partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividendes.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Article 27 – Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de solliciter une décision de la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés par actions et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Article 28 – Transformation, prorogation, dissolution et liquidation de la société

La société pourra se transformer en société de toute autre forme, conformément aux règles résultant de la législation alors en vigueur.

La transformation régulière de la société n'entraîne pas la création d'une personne morale nouvelle.

La société prend fin à l'expiration du temps pour lequel elle a été constituée. Toutefois, la dissolution anticipée peut être décidée par les trois quarts au moins des associés disposant ensemble des trois quarts des voix.

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le président doit solliciter une décision de la collectivité des associés à l'effet de décider, dans les conditions requises pour la modification des statuts, si la société doit être prorogée.

A l'expiration du terme fixé par la société ou en cas de dissolution anticipée, la collectivité des associés règle les modalités de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, l'expiration de la société ou sa dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique personne morale, sans qu'il y ait lieu à liquidation, sous réserve du droit d'opposition des créanciers sociaux.

Fin des statuts mis à jour le 12 Décembre 2018 (Article 6 et 9)